

AESH* : STOP aux dysfonctionnements et à la précarité!

Le **SNETAP-FSU** a été saisi au mois de novembre dernier par une collègue AESH qui exerce au Lycée agricole de Cahors. Elle a été recrutée en CDD à temps-plein, jusque-là rien d'anormal mais la direction exige d'elle une durée de travail effective de 41 semaines (au lieu des 36 semaines de scolarité) et lui confie des missions qui ne relèvent pas du champ de l'inclusion. Pas moins de 167 h réalisées sur les années scolaires 2020-2021 et 2021-2022 non rémunérées !!! L'interprétation de l'administration locale est contraire aux droits des AESH (notes de service du 04/12/2019 et du 25/01/2022). L'intervention du SNETAP-FSU a permis de débloquent la situation : les heures effectuées sur les congés scolaires seront payées. Excellente



nouvelle d'autant que ce dû représente une somme conséquente ! C'est l'action combinée de la section locale et du secrétariat régional qui a permis d'obtenir gain de cause!

Manque de moyens pour accompagner les élèves en situation de handicap et absence de reconnaissance professionnelle des AESH sont la réalité de la vitrine de l'école inclusive. Le SNETAP-FSU continuera à réclamer un vrai statut pour les AESH et à défendre leurs conditions de travail.

Benjamin BRO, SNETAP-FSU

*AESH : Accompagnant des Elèves en Situation de Handicap

09 juin 2022

N° 108 : Juin—Juillet—Août 2022 **EDITO : Le changement c'est pour quand ?**

Une forme de lassitude semble s'installer dans le pays qu'il ne faudrait pas confondre avec de la résignation. L'espoir d'un changement est bien là qui pourrait mettre fin à une politique dévastatrice des services publics et à une détérioration des métiers autant au niveau des conditions de travail que des salaires. De nouvelles têtes refont le casting du gouvernement mais l'arrière-garde est toujours là et le changement politique n'est pas d'actualité, alors on continue à tirer les sonnettes d'alarme et à dénoncer les effets délétères de ces 5 années de macronisme. Les hôpitaux ne sont pas sûrs de pouvoir passer l'été, les urgences sont en burn-out, les professeurs et AESH manquent cruellement devant les élèves, le nouveau BAC est une catastrophe, entre dysfonctionnement des épreuves et stress de Parcoursup les tensions sont au maximum et la démobilitation des élèves précoce et compréhensible dans ce système aberrant.

Les tensions sociales sont exacerbées par l'inflation, beaucoup de familles dénoncent dès le 10 des "fins de mois difficiles".

La canicule angoisse les foyers dès le printemps, le problème écologique étant devenu une priorité surtout électoraliste, alors que le stress lié à la crise énergétique est déjà là avec le carburant qui atteint des records, tandis qu'il faut déjà trouver des solutions pour se chauffer l'hiver prochain.

Dans ce contexte, la majorité silencieuse ne va pas le rester longtemps, l'impasse économique, écologique et sociale dans laquelle nous sommes ne peut que déboucher sur une crise majeure, le silence n'est pas l'acceptation encore moins la résignation.

**D'autres choix sont possibles et nécessaires,
le changement c'est urgent !**

Anne Marie Bonhomme SNES—FSU

L'HOSPITALET PPDC

P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



**UNE INFLATION RECORD DEPUIS 5 ANS...
UN POINT D'INDICE QUI N'AUGMENTE PAS...
DÉGEL ET RATTRAPAGE : UNE URGENCE !**



Page 1 : Edito

Page 2 : Congrès du SNUipp 46 ; Un état de l'école dans le Lot et en France

Page 3 : 2nd degré : une dégradation brutale de nos conditions de travail

Page 4 : AESH, enseignement agricole Retraité-e et syndiqué-e, c'est possible et même indispensable !

Retraité-e- et syndiqué-e : C'est possible et même indispensable !

Si la retraite met fin à la carrière professionnelle, elle ne signifie pas renoncer à l'engagement syndical.

Il y a toujours nécessité de défendre ses droits de retraité·e·s, de participer aux actions unitaires intersyndicales initiées par le groupe des neuf (retraité·e·s de la CGT, FO, CFTC, CGC, Solidaires, FSU, FGR-FP, LSR, UNRPA) pour ne laisser personne décider à votre place et lutter avec les actifs. En renouvelant, dès la rentrée, votre adhésion à votre syndicat national, vous serez automatiquement rattaché à la Section Fédérale des Retraités (SFR-FSU) et, outre les publications de votre syndicat national, vous recevrez le supplément « Retraités » de « Pour ».

Si votre syndicat en est adhérent (c'est le cas du SNU-IPP et du SNES), vous serez automatiquement membre de la Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique.

Vous avez besoin de la FSU, la FSU a besoin de vous.

Nous comptons sur vous.

**Jean-Marc Rodier
Yves Françoise**



Fédération Syndicale Unitaire pour l'Education, la Recherche, la Culture—Bulletin de la section départementale de la FSU46, 80 rue des jardiniers, 46000 CAHORS Tel 0565229765 Mail fsu46@fsu.fr Directeur de la publication : Yves françoise Imprimé par nos soins Prix = 1 euro. Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique des syndicats nationaux de la FSU 46. Conformément à la loi du 8 janvier 1978, vous pouvez y avoir accès, ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant à la FSU46, 80 rue des jardiniers, 46000 CAHORS Tel 0565229765 Mail fsu46@fsu.fr N° ISSN 1268-0613 ; CPPAP : 1220S07627

Congrès du SNUipp-FSU 46

Le mardi 10 mai s'est tenu le congrès départemental du SNUipp-FSU 46, moment important de la vie de notre syndicat 1er degré.

Pourquoi un congrès ?

Le congrès est un élément essentiel de la vie du syndicat. Au niveau national, c'est là que sont décidées les orientations majeures des 3 années à venir (jusqu'au prochain congrès). Le choix se déroule en suivant un processus démocratique aussi complexe qu'intéressant : tous les départements et toutes les tendances sont représentés et débattent afin d'arriver à un texte qui fait synthèse. Lors de ce congrès national qui aura lieu à MULHOUSE du 13 au 17 juin, les délégué-es de chaque département portent les mandats qui ont été décidés lors des congrès départementaux.

Pendant ces congrès départementaux, chaque section étudie les textes préparatoires, en amendant, ajoutant, supprimant tout ce qui semble important. Ainsi, de la richesse des contributions de chaque département naît la position du SNUipp-FSU pour les 3 prochaines années.

Le déroulement

Cela a été l'occasion de présenter un rapport d'acti-

tivité des 3 dernières années et de discuter des perspectives pour les 3 prochaines années.

Il a fallu aussi travailler sur des propositions de modifications des statuts de notre syndicat au niveau national et présenter les nouveaux statuts départementaux.

Ensuite, le travail principal du congrès départemental a été effectué : le débat sur les thèmes des textes préparatoires au congrès national.

Le matin a été abordé le thème 4 : « Quel syndicalisme pour transformer l'École et la société, pour obtenir des avancées ? »

Et l'après midi le thème 3 : « Pour une véritable reconnaissance des personnels des écoles. »

Cela a été l'occasion d'échanger et débattre sur de nombreux sujets tant sur l'organisation de l'école, les carrières, les emplois précaires (AESH, contractuels enseignants...), la formation aussi initiale que continue, l'avenir du syndicalisme et son renouveau...

La journée s'est terminée avec le vote de la délégation du SNUipp-FSU 46 qui nous représentera à Mulhouse. Ce seront Céline Sompayrac & Pélagie Mirand qui nous représenteront lors du congrès national. Gageons qu'elles passeront une semaine intense en rencontres, échanges et pleine de débats intéressants !

Une dégradation brutale de nos conditions de travail

Fin d'année dans le second degré

La fin de l'année est habituellement chargée et stressante, mais cette année bat des records. En lycée les épreuves des enseignements de spécialité (EDS), placées début mai donc en cours d'année, ont désorganisé les établissements dès la rentrée des vacances avec 2 voire 3 jours sans cours qui ont commencé à démobiliser tous les élèves, puis il a fallu pour les correcteurs assurer en même temps que les cours habituels la correction de ces épreuves, les épreuves blanches de Grand oral, les dernières copies du 3e trimestre, le remplissage des bulletins et des livrets scolaires, les conseils de classe (et leur préparation pour ceux qui étaient aussi professeurs principaux !), la préparation et le passage des épreuves de capacités expérimentales (ECE) pour les collègues de SVT et de physique-chimie... N'en jetez plus la coupe est pleine ! Le SNES-FSU est intervenu pendant des semaines pour exiger une décharge de cours pour les corrections et le ministère a concédé in extremis un forfait de 4 demi-journées libérées. Cette avancée à mettre au crédit de l'action syndicale a sans doute évité le burn-out des collègues mais pas le stress devant le cumul des tâches et la désorganisation : en matière d'enseignement on nous annonçait la reconquête du mois de juin, on aboutit dans les faits à la perte du mois de mai ! Qu'est-ce qu'avait promis JM Blanquer en présentant sa réforme du bac déjà ? Ah oui : simplification et diminution du stress de fin d'année...



En collège, la situation n'est guère meilleure. Après les multiples absences perlées des élèves dues au COVID, particulièrement pendant la vague de janvier-février, beaucoup d'élèves ont perdu pied et sont démotivés, les incivilités en classe et dans les établissements se multiplient. Il est très difficile de faire cours et les personnels sont épuisés après 2 ans d'efforts pour tenir le navire à flots, alors même que le ministère est resté sourd aux alertes réitérées des collègues et du SNES-FSU sur la nécessité d'octroyer des moyens supplémentaires pour venir en aide aux élèves. Ce ne sont pas les quelques heures de « Devoirs faits » qui ont pu réparer 2 ans sous crise sanitaire ! Le manque de remplaçants ne fait qu'ajouter au problème, avec des élèves sans professeur pendant plusieurs semaines parfois et/ou sans AESH, ce qui accentue encore les difficultés habituelles de l'inclusion dans des classes à 30 ou 31.

L'obstination du ministère à faire comme si tout allait pour le mieux dans les classes, à préparer encore une rentrée sans aucune aide pour les élèves, aggrave évidemment l'épuisement et le mal-être des personnels.

Dans ce contexte d'urgence pour nos conditions de travail et le service public d'éducation, les mobilisations seront nécessaires quel que soit le résultat des élections législatives. Pour nos métiers, pour nos salaires, pour nos retraites, le SNES-FSU continuera à faire entendre la voix des personnels.

Florence Cabrit, SNES-FSU

Un état de l'école dans le Lot et en France

Si notre petit département était partiellement protégé de la dégradation du service public du fait justement de sa taille et de la possibilité de faire encore du « sur mesure », la politique ultra libérale de la présidence Macron avec le ministre Blanquer a bien changé la donne. A tous les niveaux la dégradation se fait sentir, lourdement maintenant.

Les effectifs : dans les classes peu chargées il y a le poids du multi-niveaux. S'ajoute la problématique de la dizaine d'écoles qui nécessite une ouverture qui n'arrive pas et qui pèse sur les moyens de remplacement dès la rentrée: St Géry, Cahors, Benac Elem, Bagat...

Le remplacement : face à un problème systémique, la réponse est la mise en place d'une application privée et le souhait de regrouper les RPI afin de ne plus avoir à remplacer ! L'administration s'appuie de plus en plus sur les mairies en faisant jouer « la solidarité républicaine » pour faire garder les élèves...

Les décharges de direction : une augmentation des décharges c'est bien, pouvoir les assurer c'est mieux ! Les collègues directeurs en ont assez d'être des variables d'ajustement !

La rentrée en sous nombre : le credo du sacro saint équilibre (autant d'équivalents temps plein d'enseignants que de postes) c'est du passé !



Nous aurons un sous nombre à la rentrée prochaine comme c'est déjà le cas dans de nombreux départements en France. Cela va impliquer « une chasse » aux moyens qui va se répercuter sur les droits des collègues : refus de temps partiel et de disponibilité, autorisations d'absence etc.

La contractualisation : elle découle directement du sous nombre. Le Lot aura recours à des contractuels, systématiquement et régulièrement, quand on pourra trouver des candidats ce qui n'est pas toujours le cas même en baissant le niveau (Bac + 2).

La FSU-SNUipp demande un vrai plan de recrutement pour l'Éducation Nationale et l'utilisation de la liste complémentaire. Notre pays, surtout après les années de crise sanitaire, a besoin de moyens pour son école publique. Macron qui a été réélu continuera sans nul doute sa politique néolibérale destructrice de tous les services publics, à nous de nous élever contre cela en restant unis et en luttant ensemble !

